

Nous avons toujours soutenu le droit des peuples sous domination coloniale à l'autodétermination et à l'indépendance. Nous avons également toujours fait valoir que l'objectif du processus de décolonisation n'est pas seulement d'entraîner le départ d'une puissance coloniale, mais aussi d'encourager la création d'États (petits ou grands) stables et unis, capables de relever les défis de l'indépendance ainsi que du développement économique et social, et de vivre dans la paix et la sécurité avec leurs voisins. A cet égard, nous sommes profondément affligés par la situation qui prévaut en Angola. Le 11 novembre, le Gouvernement du Canada a déclaré ce qui suit: "Le Canada a toujours soutenu le droit des peuples colonisés à l'autodétermination et à l'indépendance et nous saluons donc l'indépendance accordée par le Portugal à l'Angola, le 11 novembre. Cependant, à cause de la situation politique extrêmement confuse qui y prévaut et des problèmes de sûreté, nous ne sommes pas en mesure, actuellement, de reconnaître aucun des groupes qui prétendent le gouverner, ni d'établir des relations bilatérales avec eux. Notre doctrine à cet égard repose sur des fondements établis depuis longtemps: nous reconnaissons les gouvernements qui ont la maîtrise effective de leur pays et qui peuvent honorer leurs obligations internationales. Dès que la situation en Angola le permettra, nous préciserons définitivement nos relations avec lui."

Nous tenons à souligner les initiatives prises par l'Organisation de l'unité africaine en vue de mettre un terme au conflit en Angola. Nous profitons aussi de l'occasion pour souligner que nous déplorons et que nous condamnons les interventions étrangères qui ont favorisé la dissension entre les mouvements politiques, qui ont servi à envenimer les confrontations armées en fournissant du matériel, de l'équipement et du personnel; et qui ont du même coup entraîné le recours à des méthodes militaires plutôt que pacifiques pour atteindre des objectifs politiques. Nous prions tous les pays qui sont en mesure de le faire d'exprimer l'intérêt réel qu'ils portent au peuple angolais en utilisant leur influence pour rapprocher les diverses parties en cause par la voie de la négociation et de la conciliation. Sinon, il y aura poursuite d'une guerre civile fratricide qui pourrait ultimement mener à la désintégration de l'intégrité territoriale du pays. Ce serait un événement tragique non seulement pour l'Angola, mais aussi pour toute l'Afrique, puisque l'intérêt serait alors détourné des problèmes sérieux qui restent à résoudre en Afrique australe en matière de décolonisation et de racisme.

Nous sommes désappointés et inquiets que la situation n'ait pas évolué au Zimbabwe et que la Namibie soit encore aussi éloignée de l'indépendance. Comme nous l'avons souligné lors de notre intervention sur cette question, "avec ou sans Ian Smith la "majority